



BOLIVIE

Système Électoral

Inscription et vote obligatoires.

Président : Selon l'article 90 de la Constitution bolivienne de 1967, reformée en 1994, et le Code Électoral de 1999: «Si aucun des candidats à la présidence ou à la vice-présidence n'obtient la majorité absolue des votes, le Congrès procèdera à une élection à la majorité absolue entre les deux candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix. En cas de ballottage, le vote se répètera trois fois. S'il y a à nouveau ballottage, les candidats qui ont obtenu la majorité simple (relative) des suffrages aux élections générales seront proclamés Président et Vice-président».

Députés : 130 députés pour 9 départements. Système proportionnel mixte: des 130 députés, 68 sont élus à la majorité simple par un scrutin uninominal, et 62 députés sont élus par un scrutin proportionnel plurinominal. Renouvellement total tous les 5 ans.

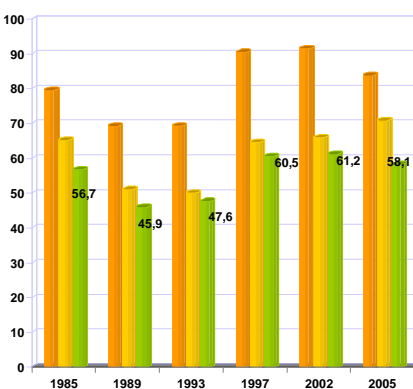
Sénateurs : 27 sénateurs, 3 par département. Election au scrutin majoritaire: 2 sièges pour le parti ayant obtenu le plus de votes, 1 siège pour le parti suivant.

Partis Politiques

Inscrits aux élections de 2005

	Unión Nacional	UN
	Poder Democrático y Social	PODEMOS
	Nueva Fuerza Republicana	NFR
	Movimiento Nacionalista Revolucionario	MNR
	Movimiento Indígena Pachakuti	MIP
	Movimiento Al Socialismo	MAS
	Unión Social de los Trabajadores de Bolivia	USTB
	Frente Patriótico Agropecuario de Bolivia	FREPAB

Taux de participation électorale (1985-2005)



Évolution du taux de participation en fonction de la population en âge de voter (PAV)

* Inscrits dans le Registro Electoral
** Suffrages Exprimés
*** Suffrages Exprimés hors nuls et blancs

Pour les années 2002 et 2005 les calculs se sont fait par rapport aux projections de l'INE de la PAV en base du recensement de 2001.

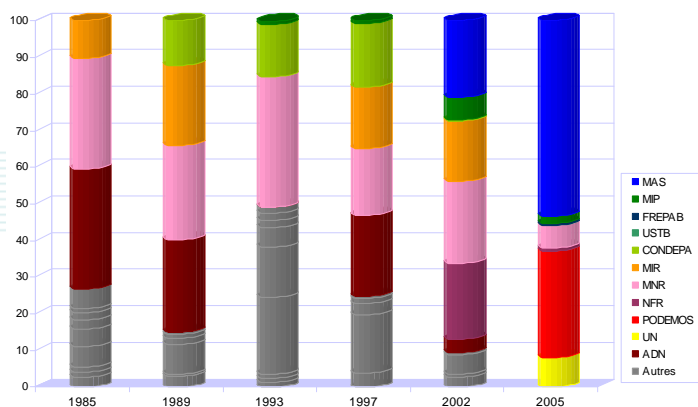
Elaboration propre à partir de données de la Corte Nacional Electoral (CNE) et de l'Institut National de Statistique (INE)

Élections présidentielles (1985 -2005)

Président	Coalition (Parti)	Période	Mandat
Victor Paz Estenssoro	MNR	1985 - 1989	4 ans
Jaime Paz Zamora	MIR	1989 - 1993	4 ans
Gonzalo Sánchez de Lozada	MNR	1993 - 1997	4 ans
Hugo Banzer Suárez	ADN	1997 - 2001	4 ans*
Jorge Quiroga	ADN	2001 - 2002	1 an**
Gonzalo Sánchez de Lozada	MNR	2002 - 2003	1 an
Carlos Mesa Gisbert	MNR	2003 - 2005	21 mois**
Eduardo Rodríguez Veltzé	**	2005	6 mois**
Evo Morales Ayma	MAS	2006 -	

*Réforme portant le mandat présidentiel de 4 à 5 ans (réforme constitutionnelle de 1994) - ** Intérim

Historique des élections présidentielles (1985-2005) (Valeurs en %)

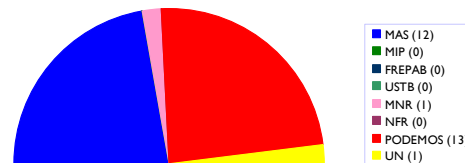


Elaboration propre à partir de données de la Corte Nacional Electoral, (CNE)

Élections législatives

Composition du Sénat 2006

En nombre de sièges

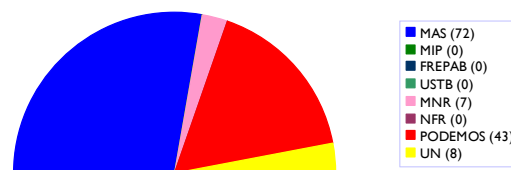


Elaboration propre à partir de données de la Corte Nacional Electoral, (CNE)

Composition de la Chambre de Députés 2006

En nombre de sièges

Élections uninominales et plurinominales





La primauté de l'appel aux élections

Les élections présidentielles, législatives et *prefectorales* (élection des gouverneurs départementaux) qui ont eu lieu en décembre 2005 en Bolivie s'inscrivent dans un contexte de croissante instabilité et crise de l'offre politique. Cet appel aux urnes est un moment décisif pour le pays en raison de la récurrence, de la force et de l'ampleur des tensions sociales qui secouent le territoire national, le système et le débat politique. Même si lors de ces élections multiples se jouait le renouvellement de la représentation législative, c'est la course à la Présidence qui a orchestré le débat.

La difficile équation entre tensions sociales, crise des partis traditionnels (tels le MNR et le MIR) et montée en puissance de nouvelles forces politiques (notamment le MAS), a créé une conjoncture d'instabilité où trois présidents se sont succédés en moins de deux ans. Les deux premiers, Gonzalo Sánchez de Lozada et Carlos Mesa, ont du démissionner suite à la pression populaire, tandis que le troisième, Eduardo Rodríguez Veltzé, a assuré un intérim dans le cadre d'un gouvernement de transition afin de préparer de nouvelles élections présidentielles et législatives, prévues en principe pour Août 2007.

Pendant la campagne électorale, deux partis ont mené la course: le MAS et le PODEMOS, reflétant le clivage politique et social du pays. Jusqu'à la veille des élections, aucun candidat n'avait la victoire assurée. C'est finalement le parti d'Evo Morales, en deuxième position dans les sondages derrière PODEMOS les jours précédant les élections, qui remporta la victoire avec plus de 53% des suffrages exprimés. Ce résultat est un dénouement historique pour le pays. Morales est le premier candidat qui a obtenu la majorité absolue dès le premier tour, et il devient, à partir de 2006, le premier président d'origine indienne (Aymara) de la Bolivie.

Les défis du nouveau gouvernement

Les résultats des élections ont donné un avantage conséquent à Evo Morales et à son parti (MAS). A l'issue des élections de décembre, le nouveau président bénéficie non seulement d'une énorme popularité - avec un soutien de plus de 64% de la population-, mais aussi du contrôle du Congrès - le MAS est majoritaire à la Chambre des députés et peut compter sur alliances conjoncturelles au Sénat. Une nouvelle configuration politique émerge, qui permet d'éviter les pactes qui avaient usé les gouvernements précédents.

Néanmoins, malgré l'imposant triomphe du MAS, le nouveau gouvernement devra affronter de nombreux défis. D'une part, il devra faire face aux tensions sociales qui avaient poussé deux présidents à démissionner tout en restaurant un contexte social et un débat politique plus stable. La victoire du MAS a aiguisé les attentes des citoyens qui espèrent une réduction de la pauvreté et des inégalités par le biais d'une amélioration de la situation sociale et d'une accélération de la croissance économique. D'autre part, il se trouve lié à l'accomplissement de ses promesses de campagne, qui incluent la lutte contre la corruption, la résolution de la question des hydrocarbures, la mise en place d'une assemblée constituante afin de doter la Bolivie d'une Constitution plus moderne et l'octroi d'une plus grande autonomie aux départements du pays, tout cela en assurant l'unité nationale.

A cela peut s'ajouter la difficulté que pourrait éprouver le nouveau président à répondre aux attentes de ses partisans tout en satisfaisant les demandes des différents secteurs du pays, secteurs parfois opposés et souvent divergents. La gestion du MAS est donc cruciale pour l'avenir de la difficile unité nationale, la garantie de la stabilité politique et l'affirmation d'une démocratie plus représentative.

Les répercussions internationales de la victoire de la gauche bolivienne

Lors de la campagne électorale, le positionnement que prendrait la Bolivie face aux États-Unis a été au cœur du débat. Parmi les trois principaux candidats, deux envisageaient le renforcement des relations, notamment économiques, avec les États-Unis, tandis qu'Evo Morales se démarquait clairement de cette position. Tout au long de sa carrière politique et durant sa campagne électorale, Morales s'est affiché proche de Chávez, président du Venezuela, critiquant ardemment les États-Unis pour leur relation avec les gouvernements précédents et leurs intérêts dans le pays. Une fois entré en fonction, le gouvernement de Morales a d'emblée privilégié les relations avec le Venezuela et Cuba, comme le montre la multiplication des réunions internationales entre ces trois pays qui visent à créer un nouvel axe d'équilibre politique et économique en Amérique Latine.

La très bonne entente entre ces présidents aurait affecté les relations de la Bolivie avec son partenaire traditionnel, le Pérou, du fait du soutien ouvert et officiel de Morales au candidat Ollanta Humala, au détriment d'Alan García, le candidat finalement vainqueur de l'élection. Avec le Chili, le voisin historiquement en conflit avec la Bolivie, la gestion du MAS et de Morales pourrait être innovatrice : en dépit de l'inexistence de relations diplomatiques, la relation entre les deux pays pourrait évoluer positivement suite à l'élection de Michelle Bachelet et aux nombreuses rencontres bilatérales. Evo Morales a toutefois annoncé ne pas renoncer à négocier un possible accès à la mer pour la Bolivie.

Enfin, le décret de nationalisation des hydrocarbures de mai 2006 affecte directement les investissements brésiliens et espagnols en Bolivie, ce qui pourrait compliquer les relations diplomatiques avec ces deux partenaires commerciaux. Cependant, avec la nationalisation de cette ressource et les alliances nouées avec le Venezuela dans le cadre du projet du *Anillo Energético*, la Bolivie pourrait devenir une pièce maîtresse dans le jeu international Sud Américain.